

LE GUIDE #DEFIEAU2030

# Agir pour l'eau dans les Objectifs de Développement Durable

## SOLUTIONS FRANÇAISES



Avec le soutien  
du **Ministère de la  
Transition écologique  
et solidaire**



MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
ET SOLIDAIRE

french  
water  
partnership



partenariat  
français  
pour l'eau

# Pourquoi ce guide?



**Laurence Monnoyer-Smith,**  
Déléguée  
interministérielle et  
Commissaire générale au  
Développement durable

Deux ans après son adoption, l'Agenda 2030 et ses Objectifs de Développement Durable constituent désormais un référentiel commun visant à accompagner la transition écologique des pays et la lutte contre la pauvreté ou les inégalités. Les Objectifs de Développement Durable sont universels et questionnent les actions, plans, programmes et politiques des acteurs publics et privés. En France, le ministère de la Transition écologique et solidaire et le ministère de l'Europe et des affaires étrangères ont en charge la coordination de la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Les acteurs du « **Partenariat français pour l'eau** » se sont engagés promptement dans ce questionnement, à la fois en interne et en participant très activement aux ateliers et réunions d'échanges organisés par l'État. Un des résultats tangibles de cet engagement est le guide que vous avez entre les mains. Il analyse en particulier un élément central des Objectifs de Développement Durable que sont les interactions entre les 17 ODD et les cibles définies pour l'ODD6 « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ».

**Par ce travail, le PFE illustre toute la portée d'un dispositif d'action multipartenarial, et donne à voir une réalisation française de qualité.**

**Les enjeux liés à l'eau s'alourdissent** dans de nombreuses parties du monde. Les individus n'ayant pas de solutions à leur portée, les réponses sont forcément collectives. Le monde a besoin de politiques publiques plus affirmées et plus ambitieuses. Dans ce contexte, le fait que l'un des 17 Objectifs mondiaux de Développement Durable (ODD) soit consacré à l'eau et à l'assainissement apporte beaucoup d'espoir. L'Objectif Eau fait l'objet de cibles précises, chiffrées et ambitieuses à atteindre d'ici 2030 qui couvrent la totalité des grands défis de l'eau. Tous les pays sont concernés, même la France dont les territoires sont répartis dans de nombreuses régions du monde. 15 ans pour atteindre l'accès universel à de l'eau véritablement potable, pour arrêter la surexploitation des nappes souterraines et pour dépolluer la moitié des rejets non épurés, c'est peu. Ne pas y arriver aggraverait cependant de nombreuses situations. Ainsi, dans chaque pays, il est urgent d'identifier les besoins et d'agir vite. **En reflétant l'expertise d'acteurs mobilisés au sein du Partenariat Français pour l'Eau, cet ouvrage montre que des solutions existent déjà.**



**Gérard Payen,**  
Président du groupe de  
travail sur les Objectifs de  
Développement Durable du  
Partenariat Français pour l'Eau

**Le Partenariat Français pour l'Eau (PFE)** est la plateforme de référence des acteurs français de l'eau publics et privés, actifs à l'international. Elle porte depuis plus de 10 ans un plaidoyer au niveau international pour que l'eau constitue une priorité dans les politiques du développement durable et favorise les échanges entre les savoir-faire français et ceux des autres pays.

**EN SAVOIR PLUS :** [www.partenariat-francais-eau.fr](http://www.partenariat-francais-eau.fr)

## SOMMAIRE

<b>Le B.a-ba des ODD</b>	<b>P 4</b>
<b>La France engagée pour l'atteinte des ODD</b>	<b>P 6</b>
<b>20 cibles liées à l'eau</b>	<b>P 8</b>
<b>Des défis à relever</b>	<b>P 10</b>
<b>Solutions des acteurs français de l'eau</b>	<b>P 12</b>
<b>AGIR POUR L'ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT POUR TOUS</b>	<b>P 13</b>
<b>RÉDUIRE LES POLLUTIONS ET AMÉLIORER LA QUALITÉ DES EAUX</b>	<b>P 15</b>
<b>GÉRER DURABLEMENT L'EAU POUR UN PARTAGE ENTRE LES DIFFÉRENTS USAGERS</b>	<b>P 17</b>
<b>PRÉSERVER LES RESSOURCES EN EAU ET RESTAURER LES MILIEUX AQUATIQUES</b>	<b>P 19</b>
<b>SE DONNER LES MOYENS DE RÉUSSIR LA MISE EN ŒUVRE</b>	<b>P 21</b>
<b>AGIR POUR LE CLIMAT ET GÉRER LES RISQUES LIÉS À L'EAU</b>	<b>P 23</b>
<b>Ils sont membres du PFE</b>	<b>p 26</b>
<b>Le test « L'eau et vous : quelle connexion durable ? »</b>	<b>(dos)</b>

### COORDINATION

Mélisa Cran, Directrice adjointe, Partenariat Français pour l'Eau

Clara Minjoulat-Rey, Responsable de la communication, Partenariat Français pour l'Eau

### CONCEPTION GRAPHIQUE

Anne-Charlotte de Lavergne, [www.anchorlotte.com](http://www.anchorlotte.com)

MARS 2018

# Le B.a-ba des O.D.D

L'Agenda 2030, **UNE GRILLE DE LECTURE MONDIALE**  
du développement durable

	<b>NOM</b>	Programme de développement durable à l'horizon 2030	<input checked="" type="checkbox"/> Économique
	<b>PRÉNOM</b>	Objectifs de Développement Durable	<input checked="" type="checkbox"/> Social
	<b>SURNOMS</b>	Agenda 2030, ODD, Agenda post-2015	<input checked="" type="checkbox"/> Environnemental
	<b>DATE DE NAISSANCE</b>	25 septembre 2015	
	<b>CRÉATEUR</b>	Assemblée Générale des Nations Unies	
	<b>ANCÊTRES</b>	Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), Agenda 21	
	<b>LIEU DE NAISSANCE</b>	New York	
	<b>DURÉE DE VIE</b>	15 ans (2016-2030)	

## SON CONTENU

### UNE DÉCLARATION > 17 Objectifs



> Déclinés en  
169 cibles précises  
et mesurables à  
atteindre d'ici 2030



## UN NOUVEL AGENDA AMBITIEUX

- **UNIVERSEL** : il concerne tous les pays
- **INTÉGRÉ** : chaque objectif doit être pensé en lien avec les autres et ne doit pas être considéré individuellement
- **ET INCLUSIF** : il a la volonté de ne « laisser personne de côté » : un accent est mis sur les populations les plus vulnérables

## UN SUIVI MONDIAL DE LA MISE EN OEUVRE



### Rapport mondial

tous les ans par le Secrétariat général de l'ONU



### Suivi technique

232 indicateurs mondiaux de suivi pour mesurer chaque année les progrès réalisés, en s'appuyant sur les données nationales



### Forum Politique de Haut Niveau (HLPF)

- Tous les ans au niveau ministériel depuis 2016
- Tous les 4 ans au niveau chefs d'État 1<sup>ère</sup> fois en 2019

#### Réunion politique pour

- discuter des progrès
- détailler chaque année 1/3 des ODD (sessions ; rapports thématiques)
- présenter des « revues volontaires nationales » : les pays peuvent s'ils le souhaitent rendre compte de leur progrès

### 6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



Au HLPF 2018, l'ODD 6 sur l'eau et l'assainissement fait partie des ODD à être examinés en détail

# La France engagée pour l'atteinte des ODD

## QUI ?



En France, des responsabilités partagées entre :

- **Un comité interministériel** piloté par la Déléguée interministérielle au développement durable mandatée par le Premier ministre avec une étroite coordination du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de l'Europe et des affaires étrangères



- **Des « ministères pilotes »** pour chaque ODD



- **L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)** qui coordonne la production des données avec l'appui de l'ensemble des services statistiques des ministères



MAIS une mise en œuvre qui concerne tout le monde : l'Etat, les entreprises, les collectivités territoriales, les associations, les citoyens, etc

## COMMENT ?

### Un suivi national

- La France s'engage à faire chaque année un point d'étape des actions mises en œuvre
- La France mobilise ses services statistiques pour répondre aux indicateurs mondiaux

### Un dialogue État-société civile multiforme

- Des espaces de concertation : le Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CND SI) ; le Conseil national de la transition écologique (CNTE)
- Des ateliers participatifs

### Des outils en cours de préparation

- Une Stratégie 2030 favorisant une transition écologique et solidaire alignée sur les ODD (« Feuille de route ODD »)
- Un cours en ligne (MOOC) francophone sur les ODD
- Un site web d'informations pour sensibiliser à l'Agenda 2030

## QUAND ?

**25 septembre 2015**

Assemblée Générale des Nations unies : la France vote pour l'adoption de l'Agenda 2030



DEPUIS, ELLE S'IMPLIQUE CHAQUE ANNÉE À DIVERSES OCCASIONS :



**Mars/Avril :**

La France organise un atelier participatif avec l'ensemble des parties prenantes pour préparer son point d'étape volontaire



**Juillet :**

La France présente chaque année un point d'étape volontaire

**Juin :**

Semaine européenne du développement durable (SEDD)



**Septembre :**

La France organise chaque année un événement sur les ODD à la date anniversaire de l'adoption des ODD : l'occasion d'organiser des concertations avec l'ensemble des parties prenantes

# 20 cibles liées a l'eau

Le thème de l'eau est transversal et rejoint des composantes essentielles de chacun des 17 ODD.

En tout 20 cibles portent sur l'eau, appuyées par des **indicateurs** de suivi disponibles sur le site <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/database/>



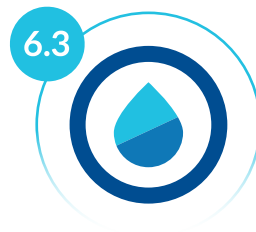
## 8 CIBLES DANS UN OBJECTIF 6 DÉDIÉ À L'EAU



D'ici 2030, assurer un accès universel, facile et régulier à une eau potable de qualité, à un coût abordable



D'ici 2030, assurer l'accès de tous à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats, et zéro défécation à l'air libre



D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant les pollutions et en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées



D'ici à 2030, gérer l'eau de manière efficace (domestique, agriculture, industrie) et garantir la durabilité des prélèvements



D'ici à 2030, gérer l'eau de manière concertée à tous les niveaux, y compris dans les bassins transfrontières



D'ici à 2020, préserver les écosystèmes liés à l'eau



D'ici à 2030, développer la coopération internationale et le renforcement des capacités



D'ici 2030, renforcer la participation de la population locale à la gestion de l'eau et de l'assainissement

Ces cibles sont directement liées à l'eau, mais comme montré dans la suite du document, tous les autres ODD dépendent aussi de l'eau.



# 12 CIBLES LIÉES À L'EAU DANS LES AUTRES ODD

Libellés des cibles simplifiés, raccourcis (ou explicités) autour de leurs liens à l'eau



**PAUVRETÉ : 1.4** D'ici 2030, faire en sorte que tout le monde ait accès aux services de base ; notamment à l'eau et l'assainissement



**VILLES : 11.1** D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable (dont accès à l'eau et l'assainissement) et assainir les taudis



**AGRICULTURE : 2.4** D'ici à 2030, mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui contribuent à préserver les écosystèmes, renforcer les capacités d'adaptation à la sécheresse et aux inondations et améliorer les sols

**VILLES : 11.5** D'ici 2030, réduire le nombre de personnes affectées par les catastrophes naturelles, y compris celles liées à l'eau

**VILLES : 11.b** D'ici 2020, accroître le nombre de villes qui adoptent des politiques en faveur de l'utilisation rationnelle des ressources (dont l'eau) et d'une gestion globale des risques de catastrophes (dont sécheresses et inondations)



**SANTÉ : 3.3** D'ici à 2030, mettre fin aux maladies, notamment celles transmises par l'eau

**SANTÉ : 3.9** D'ici à 2030, réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à la contamination de l'eau, de l'air et des sols



**PRODUCTION DURABLE :**  
**12.4** D'ici à 2020, instaurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets et réduire considérablement leur déversement dans l'eau, l'air et les sols



**ÉDUCATION : 4.a**  
Construire des établissements scolaires adaptés (avec notamment des services d'eau et d'assainissement adéquats)



**CLIMAT : 13.1** D'ici 2030, renforcer la résilience des pays face aux catastrophes naturelles liées au changement climatique (dont celles liées à l'eau)



**Océan : 14.1** D'ici 2025, prévenir et réduire la pollution marine, en particulier celle qui vient de la terre (à travers les rivières)

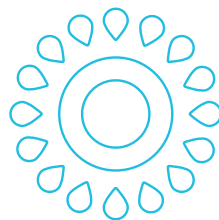


**ÉCOSYSTÈMES : 15.1** D'ici 2020, garantir la préservation des écosystèmes terrestres et d'eau douce



NOUS NE POURRONS PAS  
ATTEINDRE LES ODD SANS  
ATTEINDRE LES CIBLES  
LIÉES À L'EAU

# Des défis à relever



## 6.1 Accès à l'eau potable



- **À L'INTERNATIONAL** : 30% de la population mondiale ne bénéficie toujours pas de services garantissant un accès facile et régulier à une eau potable de qualité (JMP2017).

- **EN FRANCE** : même si la quasi-totalité des français a accès à des services d'eau potable, plus de deux millions de personnes ne disposent pas en permanence d'eau potable de qualité conforme à la réglementation (MSS2015, MTES 2016) Certains n'y ont également pas un accès facile, comme les personnes sans domicile fixe. Dans le territoire d'outre-mer de Mayotte, 15% des habitants n'ont pas d'eau à domicile (JMP 2017).

## 6.2 Accès à l'assainissement



- **À L'INTERNATIONAL** : 4,5 milliards de personnes, soit 60% de la population mondiale, ne disposent pas de toilettes avec des services d'évacuation et de traitement adéquats (JMP 2017).

- **EN FRANCE** : même si la quasi-totalité des français a accès à des services d'assainissement, en Guyane française 42% de la population n'a pas accès à un service d'assainissement adéquat, et 10% n'a même pas accès à des toilettes basiques (JMP 2017).

## 6.3 Qualité de l'eau et lutte contre les pollutions



- **À L'INTERNATIONAL** : 80 % des eaux usées à l'échelle mondiale sont rejetées dans l'environnement sans traitement de dépollution. Dans les pays à faible revenu, seules 8% des eaux usées subissent un traitement (WWDR 2017).

- **EN FRANCE** : en métropole, même si la majorité de la population a accès à des installations d'assainissement collectives, seules 60% des installations d'assainissement domestiques gérées de façon autonome (non raccordées au réseau public d'égout) sont conformes aux obligations de protection de la santé et de l'environnement (SISPEA 2017).

Pour connaître plus précisément  
les défis des ODD pour l'Eau en France, consulter  
[l'analyse détaillée de l'ASTEE sur le sujet](#)

[www.astee.org](http://www.astee.org)



6.4

6.5

## Gestion durable de l'eau pour un partage entre les différents usagers



- **À L'INTERNATIONAL** : 20% de la population vit sur des aquifères surexploités (WWDR 2014). La demande mondiale d'énergie devrait croître de 40 % d'ici 2030 (WWDR 2017) et la demande alimentaire globale augmentera de 60% d'ici 2050 (WWDR 2016), renforçant les pressions sur la ressource en eau.

60 % des 276 bassins fluviaux internationaux de la planète sont dépourvus de cadres de gestion coopérative (WWDR 2012).

- **EN FRANCE** : la France est couverte par une gestion par bassin versant, y compris pour des bassins transfrontaliers (Rhin, Meuse...).

Toutefois, certains fleuves guyanais ne font pas l'objet d'une concertation régulière institutionnalisée entre pays riverains.

6.6

## Protéger et restaurer les écosystèmes aquatiques



- **À L'INTERNATIONAL** : en 2017, 28% des 86 313 espèces étudiées par les experts sont menacées dont 42% des amphibiens (IUCN, 2017).

- **EN FRANCE MÉTROPOLITAINE** : seules 44 % des masses d'eaux ont atteint l'objectif de bon état écologique fixé par la directive cadre européenne sur l'eau (ONEMA, 2015). Deux défis majeurs sont à relever : la maîtrise des pollutions diffuses, en particulier issues de l'agriculture, et l'équilibre entre la disponibilité en eau et les prélèvements.

6.a

6.b

## Développer la coopération internationale et mobiliser les financements

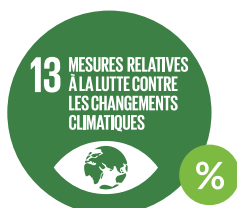


- **À L'INTERNATIONAL** : le financement nécessaire pour atteindre l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement est estimé 3 fois supérieur aux investissements actuels (BANQUE MONDIALE 2016).

- **EN FRANCE** : la France s'est fixé pour objectif d'augmenter l'aide publique au développement de 0,38% en 2016 à hauteur de 0,55% du revenu national brut d'ici 2022.

13

## Gérer les risques liés au changement climatique



- **À L'INTERNATIONAL** : 40% de la population mondiale sera confrontée à des pénuries d'eau d'ici 2050 (OCDE 2012). 90 % de l'ensemble des risques naturels sont liés à l'eau et leur fréquence et leur intensité s'accroissent (WWDR 2012).

- **EN FRANCE** : à l'horizon 2050, des scénarios climatiques prévoient une diminution de l'ordre de 10 % à 40 % des débits moyens annuels des cours d'eau sur la Métropole (EXPLORE 2070), ainsi que des pluies intenses plus nombreuses, et des canicules plus fréquentes.

# Solutions des acteurs français de l'eau

Les acteurs de l'eau sont mobilisés pour atteindre les cibles des Objectifs de Développement Durable en France et à l'international.

Découvrez des initiatives françaises de tous horizons (Etat, collectivités, scientifiques, ONG, entreprises, citoyens...) qui contribuent directement à l'atteinte des cibles de l'ODD 6 et des autres ODD liés à l'eau.

Pour chaque cible, une sélection de projets est proposée. D'autres acteurs français sont cependant actifs sur le sujet : retrouvez-les sur la rubrique « Water Expertise France » du site web : [www.partenariat-francais-eau.fr](http://www.partenariat-francais-eau.fr)



## Agir pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous

6.1

6.2

C'EST AUSSI CONTRIBUER AUX ODD SUIVANTS !



En assurant les droits humains à l'eau et l'assainissement



En réduisant les problèmes de malnutrition



En réduisant les maladies (dont les diarrhées) et en favorisant l'hygiène corporelle



En limitant l'absentéisme scolaire dû à des problèmes de santé et d'hygiène et en permettant aux filles de continuer l'école après la puberté



En réduisant le temps de collecte de l'eau encore majoritairement confié aux femmes et filles



En favorisant les emplois : 3 emplois sur 4 dépendent de l'eau



En réduisant les inégalités existantes grâce à des toilettes adéquates pour des femmes, personnes âgées et handicapées



En développant des villes durables grâce à des réseaux d'eaux et d'assainissement adaptés



En développant des projets d'aide internationale au développement liés à l'eau

# QUELLES SOLUTIONS DES ACTEURS FRANÇAIS DE L'EAU ?



## Etre à la pointe dans la construction et l'exploitation d'ouvrages



Un savoir-faire reconnu à l'international dans la conception, la construction, la gestion et la maintenance d'ouvrages du secteur de l'eau potable et de l'assainissement, qu'il s'agisse d'installations pour le traitement, le captage, le stockage, ou la distribution.

En France, les collectivités territoriales sont responsables du service d'eau potable et d'assainissement. Pour assurer cette mission de service public, elles recourent aux savoir-faire du secteur public et/ou privé (cabinets d'ingénierie, constructeurs d'équipements, entreprises délégataires). Les deux leaders mondiaux du secteur - **Suez** et **Veolia** - s'appuient sur les innovations des laboratoires de recherches ou des petites-moyennes entreprises françaises.



## Assurer un accès continu à l'eau potable par des innovations technologiques et sociales



De nouveaux outils et logiciels se développent pour un service d'eau et d'assainissement toujours plus efficient et durable dans le temps.

La startup **UDUMA**, initiée par **ODIAL SOLUTIONS**, est le premier opérateur privé proposant à des villageois d'Afrique subsaharienne d'assurer la pérennité du service de l'eau en le facturant à la consommation. Plus de 500 000 Maliens en bénéficieront pendant les 15 prochaines années. UDUMA repose sur des innovations technologiques, dont l'E-POMPE, lancée dès avril 2017 au Burkina Faso. Ces premières pompes à eau manuelles équipées de compteurs et d'enregistreurs de données, sont connectées à un observatoire web développé par **AQUASYS**. Les utilisateurs utilisent les SMS pour faire remonter des informations facilitant la maintenance.



## Accompagner les entrepreneurs locaux pour l'accès à l'eau potable dans le monde



De nouveaux modèles d'entrepreneuriat social se développent : une manière de donner accès à l'eau potable dans le monde, en favorisant le développement économique des populations.

Depuis 2004, l'ONG **1001 fontaines** recrute, forme, équipe et soutient des micro-entrepreneurs au Cambodge, à Madagascar et en Inde pour apporter aux populations une eau de boisson saine. L'exploitation de la station est confiée à un opérateur qui produit l'eau de boisson et la vend sous forme de bonbonne ou jerrycan au sein du village. Objectif ? 1 million de bénéficiaires en 2020.



## Apporter des réponses aux crises humanitaires



Lorsque des crises d'origine humaine ou naturelle affectent une population, les ONG humanitaires se mobilisent pour apporter un accès immédiat à l'eau et à l'assainissement. En parallèle, elles lancent des actions de réhabilitation des infrastructures et de renforcement des capacités locales pour développer la résilience des populations à de futurs chocs.

En 2017, face à l'ampleur de l'épidémie de choléra qui a touché la République Démocratique du Congo, les équipes de **Solidarités International** se sont mobilisées en urgence. Chloration aux points d'eau, distribution de kits d'hygiène, réhabilitation et construction de puits et de latrines ont permis d'endiguer la propagation de la maladie dans les zones déstabilisées par les conflits. Lorsque cela est possible, Solidarités International tente aussi de répondre aux problèmes structurels qui empêchent l'éradication du choléra, endémique dans certaines provinces. Ainsi, ses équipes réhabilitent le réseau d'eau d'une ville de plus de 140 000 habitants, apportent leur soutien à la production locale de chlore, forment les autorités sanitaires et les communautés à la lutte contre le choléra.



## Améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables

Les ONGs et acteurs du développement s'engagent sur le terrain via leurs projets de développement, qu'ils accompagnent de campagnes de sensibilisation à l'hygiène, d'appui au renforcement des acteurs locaux et de soutien à la société civile.

En réponse aux taux de malnutrition aigüe préoccupants dans la quasi-totalité de ses pays d'intervention, l'ONG **Action contre la Faim** applique la stratégie «Wash – Nutrition», qui vise à améliorer les conditions eau-assainissement-hygiène dans les centres nutritionnels et dans les communautés à risques de sous-nutrition, fournir des kits de traitement d'eau à domicile et de lavage des mains et prodiguer des conseils aux familles d'enfants malnutris afin d'améliorer le traitement des enfants et diminuer les risques de rechute. Ce principe est appliqué dans des pays aussi variés que l'Inde, le Népal, la Birmanie, le Tchad, la Sierra Leone ou dans la région de l'Est du Burkina Faso, la Province de la Tapoa.



Découvrez [le guide du programme Solidarité Eau](#) avec son décryptage des indicateurs et cibles 6.1 et 6.2.  
[www.pseau.org](http://www.pseau.org)



# Réduire les pollutions et améliorer la qualité des eaux

6.3

C'EST AUSSI CONTRIBUER AUX ODD SUIVANTS !



En améliorant la  
qualité des sols  
et de l'agriculture



En limitant les  
impacts sur la santé



En améliorant les  
conditions de travail  
des lavandières



En produisant des sources d'énergie  
grâce aux résidus des stations  
d'épuration (biogaz, boues)



En améliorant le cadre  
de vie des villes



En limitant les  
pollutions des océans  
en protégeant les  
rivières des pollutions



En préservant la  
biodiversité en  
protégeant les rivières  
et zones humides

## QUELLES SOLUTIONS DES ACTEURS FRANÇAIS DE L'EAU ?



### Agir en amont pour éviter les pollutions



La protection des eaux souterraines et des rivières permet d'améliorer la qualité des ressources, de limiter les traitements de potabilisation, mais également de préserver un patrimoine naturel commun.

La stratégie de protection de la ressource d'**Eau de Paris** repose notamment sur la transition vers des pratiques agricoles favorables à la qualité de l'eau, grâce à un partenariat étroit avec les acteurs locaux des aires d'alimentation de captage ainsi qu'une démarche incitative de soutien technique, de mise à disposition de foncier agricole et d'aide au développement de filières durables. Il s'agit d'une démarche « gagnant/gagnant », fondée sur la confiance et la volonté d'agir des parties prenantes, qui bénéficie du soutien actif de l'**Agence de l'Eau Seine Normandie**.



## Développer des techniques de plus en plus pointues pour lutter contre les pollutions

Traitements membranaires poussés (ultrafiltration, osmose inverse); procédés d'oxydation avancée couplés à des media filtrant (ozonation, réacteur de charbon actif en poudre, désinfection UV) ; phyto-épuration ... Les stations innovent constamment pour améliorer leurs performances épuratoires.

L'Europe continentale, à travers la France (mais aussi le Danemark, l'Allemagne et la Suisse), est pionnière pour la surveillance et l'amélioration de la qualité des eaux traitées, grâce à des solutions innovantes. A Lausanne, le traitement avancé des micropolluants permet d'éliminer plus de 80% des micropolluants entrants dans la station d'épuration (400,000 équivalent-habitant), de préserver l'environnement et la qualité de la ressource en eau. La Ville de Lausanne a chargé **SUEZ** et son partenaire **TECHFINA** de la modernisation de l'usine. Cette amélioration du traitement sur la station d'épuration permet la préservation du lac Léman, principale ressource en eau potable de la ville.



## Faire évoluer l'assainissement vers l'ère de l'économie circulaire

Véritables usines de valorisation du métabolisme urbain, les stations d'épuration transforment les effluents (eau, boues, phosphore, cendres...) en énergies -source de chaleur, bio-énergies- et en matières premières pour approvisionner les territoires qui les entourent.

Sur le territoire du Grand Paris, le **Syndicat Interdépartemental d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP)** anticipe et innove pour rejeter des eaux de qualité tout en protégeant la biodiversité et en maîtrisant son empreinte énergétique. Grâce à une optimisation des processus existants et à la récupération de la chaleur provenant des eaux usées pré-traitées ou des chaudières de valorisation des boues, non seulement le SIAAP atteint une autonomie énergétique de près de 40%, mais alimente le réseau de chaleur urbain à proximité immédiate. Pour aller encore plus loin dans cette démarche, une approche multisectorielle en partenariat avec le **SYCTOM** vise à valoriser d'autres intrants organiques dans les usines de traitement, tels que les déchets ménagers organiques ou le fumier équin.





# Gérer durablement l'eau pour un partage entre les différents usagers

6.4 6.5

C'EST AUSSI CONTRIBUER AUX ODD SUIVANTS !



En assurant une agriculture durable et respectueuse de l'environnement permettant une alimentation saine, nutritive et suffisante



En assurant une production énergétique, qui dépend de l'eau pour fonctionner (nucléaire, thermique, hydroélectricité, énergies fossiles)



En permettant les activités industrielles qui ont besoin d'eau pour le nettoyage, le transport fluvial, pour chauffer ou refroidir les circuits ...



En apportant suffisamment d'eau pour répondre aux besoins de la croissance urbaine



En assurant une production responsable au niveau de ses impacts sur la ressource en eau



En répondant aux défis du climat par une bonne gestion de l'eau



En limitant les conflits et les migrations forcées

## QUELLES SOLUTIONS DES ACTEURS FRANÇAIS DE L'EAU ?



### A l'échelle du bassin versant, donner voix à l'ensemble des parties prenantes de la gestion de l'eau

En France, depuis 1964, la concertation entre les différents acteurs de l'eau (élus, industriels, agriculteurs, associations, citoyens, administration ...) est la clé de voûte du système français de gestion de l'eau.

La France est découpée en 6 bassins hydrographiques métropolitains, un dispositif similaire existant dans les outremer français sous l'égide de quatre **Offices de l'eau**. Dans chaque bassin, un Comité de bassin réunissant tous les groupes d'acteurs de la gestion de l'eau définit une politique de gestion de l'eau basée sur le principe de gestion équilibrée de la ressource en eau et fixant les objectifs à atteindre en matière de restauration et de protection des milieux aquatiques. Les **Agences de l'eau** soutiennent financièrement la mise en œuvre de cette politique de bassin.



## Sécuriser la ressource en eau pour les différents usages



La gestion équilibrée de la ressource en eau vise la conciliation des usages de la ressource entre la sécurité civile, l'approvisionnement en eau potable, les besoins des milieux aquatiques et les usages économiques (agriculture, industrie, énergie, transport, tourisme...)

S'appuyant sur le mariage gagnant entre eau et énergie, la mission d'EDF dans le bassin Durance-Verdon est de produire de l'énergie renouvelable tout en conciliant les autres usages de l'eau. L'aménagement de la Durance-Verdon participe ainsi à une gestion solidaire et à un partage de la ressource en eau, en concertation avec l'ensemble des acteurs présents dans les vallées.



## Economiser la ressource en eau



Capteurs pour localiser les fuites en temps réel ; outils de surveillance ; logiciels d'aide à la décision... entreprises, bureaux d'études et instituts de recherche déploient des solutions pour optimiser et préserver les ressources en eau.

Urbasense propose aux entreprises et aux collectivités d'économiser l'eau d'irrigation et de maîtriser les risques d'excès sur les infrastructures vertes (espaces paysagers, aménagements) et sur les cultures irriguées, grâce à des capteurs autonomes connectés associés à une analyse experte des données.



## Promouvoir une irrigation économe et efficace



Gouvernance de l'eau, irrigation de précision, goutte-à-goutte enterré, capteurs, réutilisation des eaux urbaines traitées... les acteurs français contribuent au développement économique et social des territoires en accompagnant le changement par l'innovation technique et les réformes institutionnelles.

Créé depuis 2013 par l'AFD et animé par l'Association Française pour l'Eau, l'Irrigation et le Drainage (AFEID), le Comité Scientifique et Technique Eau Agricole (COSTEA) réunit l'ensemble de l'expertise disponible dans le domaine de l'irrigation en France et à l'international (acteurs institutionnels, maîtrises d'ouvrage, recherche et enseignement supérieur, bureaux d'études, représentants d'irrigants, organisations de la société civile...), au service des partenaires du sud et du dialogue politique entre l'AFD et ses partenaires, par la capitalisation et la production de connaissances.



## Soutenir le partage des eaux transfrontalières



Disposant d'une expérience de plus de quarante ans dans la gestion intégrée par bassin, la France soutient le renforcement institutionnel et les démarches de planification et d'investissements à long terme au niveau des bassins transfrontaliers.

Parmi ses partenaires, plusieurs organismes de bassins fluviaux ou cadres de coopération: la Commission du bassin du Lac Tchad (CBLT), l'Autorité du bassin du Niger, l'Initiative du bassin du Nil, la Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha, l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal, l'Autorité du bassin de la Volta et la Commission du Mékong. La France à travers le **ministère de l'Europe et des affaires étrangères** et le **ministère de la Transition écologique et solidaire** appuie aussi la mise en place de mécanismes de gestion concertée pour les aquifères transfrontaliers, comme celui du Sahara Septentrional.



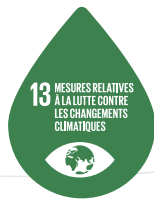
## Préserver les ressources en eau et restaurer les milieux aquatiques

6.6

C'EST AUSSI CONTRIBUER AUX ODD SUIVANTS !



En améliorant la qualité de l'eau, protégeant donc la santé des populations



En préservant les milieux aquatiques ce qui contribue à leur permettre de faire face aux événements climatiques



En limitant les pollutions des océans en protégeant les rivières des pollutions



En préservant la biodiversité en protégeant les rivières et zones humides

## QUELLES SOLUTIONS DES ACTEURS FRANÇAIS DE L'EAU ?



### Assurer le suivi hydrologique pour mieux connaître les ressources en eau

Conscients que mieux connaître permet de mieux gérer, les organismes de recherche et entreprises développent des outils pour acquérir des données, des systèmes d'information sur l'eau et des modélisations hydrologiques.

Grâce à son expertise dans le domaine des sciences de la terre, le **BRGM** développe des outils scientifiques pour mieux connaître les aquifères : mesures de niveau de nappe grâce à un réseau de piézomètres automatisés, modèles numériques pour prévoir l'évolution des niveaux. Il est aussi l'opérateur national de la banque de données ADES et a créé des logiciels permettant l'exploitation des données pour caractériser ou identifier les tendances de la qualité de l'eau.



## Promouvoir et développer les solutions fondées sur la nature



La restauration des zones humides, la reconquête des zones d'expansion de crues, la végétalisation des villes ou encore le développement de mangroves en zones côtières, sont autant de solutions développées en France depuis plus de 20 ans qui s'appuient sur les écosystèmes pour le bénéfice à la fois de l'homme et de la biodiversité.

Pour limiter les problèmes d'assec, d'érosion et d'inondation, des actions de reméandrage et d'effacement des ouvrages ont été menées sur la rivière Pisancelle, site-pilote soutenu par l'**Agence de l'Eau Seine-Normandie** et par l'**Agence française pour la biodiversité**. En lui redonnant un tracé sinueux plus proche de son état naturel, la rivière est rapidement recolonisée par la faune aquatique, et améliore la qualité des terres avoisinantes, au bénéfice des agriculteurs.



## Développer des sources d'eau non conventionnelles pour préserver les ressources en eau



Face au changement global et aux pressions croissantes sur la ressource en eau, développer de nouvelles solutions (réutilisation des eaux traitées, réalimentation des nappes, dessalement, ...) apparaissent de plus en plus comme une solution d'avenir.

A l'**IRSTEA**, institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture, les spécialistes des systèmes d'irrigation agricole développent des solutions performantes de réutilisation des eaux usées traitées (REUT) adaptées aux spécificités des collectivités. Dans ce sens, les chercheurs d'Irstea élaborent, avec la Métropole de Montpellier, une méthode d'évaluation sociale et économique des projets de REUT. Irstea dispose de plateformes expérimentales notamment de REUT pour l'irrigation de parcelles agricoles afin d'optimiser les procédés et étudier la dispersion des contaminants dans l'environnement. Ils construisent aussi, avec la **Société du Canal de Provence** et la société **Ecofilae**, des méthodes de concertation basées sur des outils participatifs afin de définir avec les acteurs et les citoyens le bienfondé des usages envisagés.



# Se donner les moyens de réussir la mise en oeuvre

6.a 6.b

C'EST AUSSI CONTRIBUER DIRECTEMENT A L'ODD 17



En veillant aux financements, aux partenariats, à la science et la technologie, au renforcement des capacités, aux coopérations

## QUELLES SOLUTIONS DES ACTEURS FRANÇAIS DE L'EAU ?



### Financer l'atteinte des ODD et l'adaptation au changement climatique

Prêts souverains aux Etats, prêts directs à des entreprises publiques ou à des collectivités locales avec ou sans la garantie souveraine des Etats, lignes de crédits à des banques permettant ensuite de financer des projets de taille plus réduite, prêts au secteur privé, garanties ...

Ce sont autant d'outils mis en œuvre par l'Agence Française de Développement (AFD) pour financer les ODD. L'AFD dispose également d'outils pour accompagner les Etats et les maitrises d'ouvrages : subventions pour apporter de l'assistance technique et du renforcement de capacités, formations délivrées par le Campus du développement de l'AFD, échanges et partage de connaissance.



### Mobiliser des ressources décentralisées pour développer les services d'eau potable et d'assainissement

Une loi en France permet aux Agences de l'eau, villes et syndicats d'eau et d'assainissement de consacrer jusqu'à 1% de leurs budgets eau et assainissement à des projets de solidarité internationale dans les pays en développement, aux côtés d'ONGs françaises et internationales.

En 2016, 28 millions d'euros de dons ont été mobilisés grâce à l'action internationale des collectivités et des Agences de l'eau, qui viennent s'ajouter aux 1,2 milliard d'euros d'aide publique nationale au développement engagés par l'Agence française de développement. Le Programme Solidarité Eau facilite le dispositif en mettant à disposition des guides et en accompagnant les acteurs de la coopération décentralisée.



Découvrez la nouvelle publication du PFE sur les formations françaises dans le domaine de l'eau à l'intention des étudiants et professionnels internationaux.  
[www.partenariat-francais-eau.fr/nos-productions/](http://www.partenariat-francais-eau.fr/nos-productions/)



## Accompagner le renforcement des capacités à travers des formations professionnelles et académiques et lors de coopérations institutionnelles

En France, plusieurs centaines de formations sur la gestion de l'eau et l'assainissement existent ; elles sont adaptées à des étudiants ou des professionnels étrangers.

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau de l'**Office International de l'Eau (OIEau)** forme plus de 6.000 professionnels du monde de l'eau, des déchets et de l'environnement. Ainsi, les cadres, les ingénieurs, les techniciens et les agents de terrain des services d'eau potable, d'assainissement et des déchets trouvent au CNFME les formations indispensables à la bonne maîtrise et à l'évolution de leurs postes et fonctions.



## Assurer un contrôle citoyen sur la mise en œuvre des Objectifs

L'adoption de l'Agenda 2030 constitue un engagement politique majeur, qui tarde parfois à être appliqué. Face aux enjeux pour l'atteinte des ODD, la société civile a un rôle majeur à jouer pour que les décideurs respectent les engagements pris.

La **Coalition Eau** a lancé, avec ses partenaires internationaux End Water Poverty et Watershed, une initiative de la société civile pour suivre la redevabilité des gouvernements. Des études dans une trentaine de pays sont réalisées pour analyser la façon dont les gouvernements rendent des comptes sur la mise en œuvre de l'ODD 6 au niveau national. Les recommandations permettront d'améliorer la transparence, l'information du public et la participation de la société civile aux processus nationaux de mise en œuvre.



## Prendre en compte les évolutions de comportements et de perceptions pour une meilleure gestion de l'eau

Les sciences humaines et sociales aident à appréhender les problématiques de l'eau dans leur globalité, en invitant à réfléchir aux rapports que les sociétés entretiennent avec les ressources en eau.

Le **Centre national de la recherche scientifique (CNRS)**, avec l'appui de l'**Office de l'Eau de Martinique** et de l'**Agence Française pour la Biodiversité**, s'intéresse à cette relation hommes-milieus afin de décrypter les leviers possibles d'action, en replaçant la composante humaine (usager/acteur) au centre de la définition du besoin et de l'action.



## Agir pour le climat et gérer les risques liés à l'eau

C'EST AUSSI CONTRIBUER AUX ODD SUIVANTS !



En limitant les risques de sécheresses pour une meilleure agriculture



En satisfaisant les besoins en eau dans la durée et en réduisant les pollutions en cas d'inondation



En améliorant la résilience des villes face aux inondations



En permettant de maintenir la biodiversité



En évitant les migrations forcées dues au changement climatique

## QUELLES SOLUTIONS DES ACTEURS FRANÇAIS DE L'EAU ?



### Atteindre la neutralité carbone



Pour respecter l'engagement de l'Accord de Paris, les acteurs de l'eau déploient leur imagination pour réduire les émissions carbone et créer de nouvelles formes d'énergie (solaire, biomasse, hydrolienne...)

Le **Syndicat des Eaux d'Ile-de-France (SEDIF)** favorise les projets innovants en faveur du développement durable : il est le premier service public d'eau en France à avoir atteint la neutralité carbone. Aujourd'hui, il compense ses émissions résiduelles en soutenant des projets par l'achat de crédits carbone. Il vient d'adopter dans une démarche volontaire son Plan Climat Eau Energie qui traduit son engagement pour réduire les conséquences du réchauffement climatique, et les actions concrètes déployées pour mettre en œuvre une stratégie d'économie d'énergie. Par exemple, une pompe à chaleur a été implantée sur le site du nouveau réservoir de Villejuif pour fournir l'énergie pour chauffer et refroidir les installations. Un pilote photovoltaïque sera mis en place prochainement dans l'usine de Choisy-le-Roi pour produire une part de l'énergie nécessaire au traitement de l'eau potable, auto-consommée sur le site.



## Surveiller les ressources en eau à l'échelle planétaire



La connaissance des ressources en eau est essentielle pour agir efficacement. Les acteurs français ont une expertise particulière pour la collecte des données, leur traitement et leur valorisation.

Lancé en 2016, un groupe de travail entre sept institutions françaises (**AFD, OIEAU, IRD, CNES, BRLi, CNR, IRSTEA**) travaille sur l'hydrologie spatiale, avec le développement d'applications et de services utilisant les données du programme satellitaire SWOT, qui fournira à l'horizon 2020 les variations spatio-temporelles des niveaux d'eau des grands fleuves, lacs et océans.



## Prévoir les évolutions climatiques et les scénarios futurs



Comprendre et analyser les évolutions climatiques permet d'anticiper la prise de décision. Les modèles hydro-climatiques permettent notamment de simuler les impacts du changement climatique sur les milieux aquatiques et les ressources en eau pour élaborer des stratégies d'adaptation appropriées.

Le portail DRIAS les futurs du climat, développé par **MeteoFrance**, apporte des réponses aux acteurs socio-économiques concernés par l'adaptation au changement climatique : il fournit des projections climatiques régionalisées réalisées par les laboratoires français de modélisation du climat. Les informations climatiques de la métropole et des outremer sont publiées sous différentes formes graphiques ou numériques.



## Renforcer l'adaptation des agriculteurs aux risques de sécheresse



Tous les aspects de la sécurité alimentaire (accès, disponibilité, qualité, régularité) sont affectés par la baisse de la disponibilité d'eau pour irriguer et la diminution de la productivité agricole.

A Tsihombe, zone enclavée du sud de Madagascar, le climat est habituellement sec et aride. Mais ces dernières années la pluviométrie a été plus de deux fois inférieure aux moyennes saisonnières, affectant les récoltes. Le **Secours Islamique France** met en place depuis 2014 un projet de renforcement de la sécurité alimentaire, via la réhabilitation de systèmes d'irrigation, la distribution d'intrants et l'introduction de techniques et de cultures adaptées aux changements climatiques. Des canaux d'arrivée d'eau et de drainage ont été réhabilités pour favoriser une meilleure utilisation des ressources en eau disponibles, étendre les surfaces cultivées, multiplier le nombre de campagnes rizicoles, mais aussi sécuriser les cultures pluviales de contre-saison.





## Augmenter la résilience face aux risques inondation

Développer la connaissance et la culture du risque, améliorer la prévision et la préparation à la gestion de crise, prendre en compte de manière durable le risque d'inondation dans l'aménagement du territoire et l'urbanisme, réduire la vulnérabilité des territoires et augmenter la résilience des services publics, réaliser des études de sites pilotes...

... soit 166 actions pilotées par l'**Etablissement public territorial de bassin (EPTB) Seine Grands Lacs** et portées par une vingtaine d'acteurs dans le cadre d'un Programme de prévention des inondations d'une durée de 6 ans et d'un montant de 100 M€ TTC, jusqu'à fin 2019, qui a pour but de réduire les risques d'inondation de l'agglomération parisienne.



## Analyser les vulnérabilités des villes

Modélisation des risques, cartographies, analyses des vulnérabilité-socio-économiques ... identifier les vulnérabilités d'une ville permet de renforcer sa résilience face aux risques climatiques.

**Veolia**, engagé au sein de l'initiative 100 Resilient Cities de la Fondation Rockefeller, a développé une méthodologie pour aider les villes à prévenir et faire face aux catastrophes, contribuant ainsi à renforcer l'attractivité des villes. Durant 5 mois d'étude sur le site pilote de la Nouvelle Orléans, Veolia a analysé plus de 200 actifs de la ville. Son partenaire le Swiss Re a utilisé un modèle de simulation des risques pour établir une cartographie du territoire, qui a permis à la ville de comprendre ses points de vulnérabilité et de mieux protéger ses infrastructures critiques.

Re-découvrez [la publication du PFE](#)  
qui présente des solutions eau & climat  
[www.partenariat-francais-eau.fr/nos-productions/](http://www.partenariat-francais-eau.fr/nos-productions/)



# ILS SONT MEMBRES DU PFE



## État et ses Établissements Publics

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères  
Ministère de la Transition écologique et solidaire  
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation  
Ministère des Solidarités et de la Santé  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Agence de l'eau Adour-Garonne  
Agence de l'eau Artois-Picardie  
Agence de l'eau Loire-Bretagne  
Agence de l'eau Rhin-Meuse

Agence de l'eau Rhône, Méditerranée et Corse  
Agence de l'eau Seine-Normandie  
Agence française de développement – AFD  
Agence française pour la biodiversité - AFB  
Association française des établissements publics territoriaux de bassin – AFEPTB  
Business France  
Caisse des dépôts et consignations  
EPTB Seine Grands Lacs



## ONG, Associations et Fondations

1001 Fontaines  
Académie de l'Ethique  
Action contre la faim – ACF  
AFITE  
Ambassade de l'Eau  
Aquassistance  
Association Africa Tomorrow  
Association Scientifique Européenne pour l'Eau et la Santé  
Centre d'information sur l'eau  
Cercle Français de l'Eau  
Coalition Eau  
Eau sans Frontières  
Electriciens sans frontières – ESF  
ETC Terra  
Fondation FARM  
Fondation Terre d'Initiatives Solidaires

Green Cross France & Territoires  
HAMAP  
Hydraulique sans frontières  
Institut Méditerranéen de l'Eau  
IPEMED  
Partenariat français pour ville et les territoires  
Programme Solidarité Eau – pS-Eau  
Prospective 2100  
(RE) Sources  
Réseau Projection  
Secours Catholique – Caritas France  
Secours islamique  
SEVES  
Solidarité Eau Europe  
Solidarités International  
Teragir  
UP2Green



## Collectivités Territoriales

Cités Unies France  
Conseil départemental de l'Hérault  
Grand Lyon la Métropole  
Mairie de Paris

Office de l'Eau de la Martinique  
Syndicat des Eaux d'Île-de-France – SEDIF  
Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne – SIAAP



## Acteurs Économiques

AQUASURE  
Aqua-Valley  
AQUASYS  
BRL ingénierie  
Canalisateurs de France  
Cluster Eau & Climat  
Com'Publics  
DK-Dox France  
Ea-Ecoentreprises/France Water Team  
Eaux de Grenoble Alpes  
Eau de Paris  
EDF  
EPE - Entreprises pour l'environnement

Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau – FP2E  
Groupe des Eaux de Marseille  
Labaronne-CITAF  
MAGEO Morel Associés  
MTD Pure Water  
Novimet  
SAUR  
SUEZ  
Sun Water Life  
Ténévia  
Urbasense  
Veolia  
Vergnet Hydro  
WaterClean ENR



## Organisations Scientifiques, Techniques, de Recherche et de Formation

Académie de l'Eau  
AgroParisTech  
ARCEAU  
Association française pour l'eau, l'irrigation et le drainage - AFEID  
Association Scientifique et Technique de l'Eau et de l'Environnement - ASTEE  
Bureau de recherches géologiques et minières – BRGM

Centre National d'Etudes Spatiales – CNES  
CNRS Institut Ecologie et Environnement  
Ecole Nationale des Ponts et Chaussées  
GEMCEA  
Institut de Recherche pour le Développement – IRD  
IRSTEA  
Météo France  
Office International de l'Eau – OIEeau  
Société Hydrotechnique de France



## Personnes Physiques Françaises et Étrangères

AINSI QU'UNE CINQUANTAINE D'EXPERTS FRANÇAIS ET ETRANGERS,  
DONT DES PARLEMENTAIRES

# L'EAU ET VOUS : QUELLE CONNEXION DURABLE ?

*A vous de jouer ! En cochant les cases qui s'appliquent à vous, mesurez votre investissement pour l'eau aujourd'hui et découvrez d'autres manières de vous impliquer au quotidien.*

## Dans mon travail, au sein de mon organisme :

- Je facilite les services d'eau et d'assainissement grâce aux nouvelles technologies
- J'accompagne les entrepreneurs locaux pour l'accès à l'eau potable dans le monde
- J'apporte des réponses aux crises humanitaires liées à l'eau
- Je me préoccupe des populations les plus vulnérables en leur apportant des services d'eau et d'assainissement
- Je développe des techniques pour lutter contre les pollutions de l'eau
- Je développe des solutions d'économies circulaires
- J'agis en amont pour éviter les pollutions
- Je favorise et/ou participe aux concertations d'acteurs au sein d'un même bassin
- Je sécurise la ressource en eau pour les différents usages
- Je gère ma consommation d'eau de façon raisonnée
- Je mets en place une irrigation économe et efficace
- J'œuvre pour le partage des eaux transfrontalières
- J'assure un suivi hydrologique pour mieux connaître les ressources en eau
- J'encourage l'utilisation de solutions fondées sur la nature
- Je développe des sources alternatives d'eau pour préserver les nappes phréatiques
- Je mobilise des financements pour développer des projets d'eau et d'assainissement
- Je contribue au renforcement de capacités
- Je prends en compte les facteurs humains et sociaux dans la gestion de l'eau
- Je veille à ce que les décideurs appliquent les ODD
- J'œuvre à réduire les émissions carbone de mon organisme
- Je réalise des modélisations pour surveiller et imaginer les évolutions du climat et de l'eau
- Je travaille à augmenter la résilience face aux risques inondation

- J'accompagne les agriculteurs pour faire face aux risques de sécheresse
- Je mets en place des systèmes de suivi et d'alertes pour mieux réagir en cas de catastrophes naturelles

## Dans mon quotidien :

- Je mange moins de viande, dont la production est très demandeuse d'eau
- Je privilégie des douches plutôt que des bains
- Je ne laisse pas couler l'eau pendant que je fais la vaisselle, ou quand je me lave les mains, les dents
- J'évite le gaspillage de papier et opte pour le papier recyclé dont la préparation nécessite moins d'eau et d'énergie
- J'utilise des équipements électroménagers (lave-linge, lave-vaisselle ...) économes en eau
- Je pose un régulateur sur mes robinets et des mécanismes d'économie d'eau sur les WC
- J'utilise de l'eau de pluie pour arroser mes plantes et j'opte pour des techniques économes en eau comme le goutte-à-goutte, le paillage ou l'herbe coupée lors des fortes chaleurs pour conserver l'humidité du sol
- J'utilise des engrais naturels, plutôt que des engrais qui contiennent des pesticides polluants pour les nappes souterraines
- Je ne laisse pas un robinet goutter, et contrôle régulièrement les fuites d'eau
- Je ne rejette pas d'huiles, de peintures, solvants, médicaments ... dans les éviers et toilettes ; et je réduis ma dose de détergents, pour qu'ils ne se retrouvent pas dans les eaux usées
- Dans le jardin, j'arrose tôt le matin ou tard le soir pour éviter que l'eau ne s'évapore

## Votre résultat :

**0 POINT :** Vous n'avez pas voulu répondre au test car pas le temps ou pas l'envie ?  
Pas de problème, mais nous espérons que vous vous investirez pour la cause de l'eau !

**1 À 7 POINTS :** Nous pouvons tous agir pour l'eau, chaque action compte !  
L'essentiel c'est d'être impliqué.

**8 POINTS ET PLUS :** Bravo, l'eau semble être au cœur des préoccupations de votre organisme ou de votre quotidien.  
Nous comptons sur vous pour poursuivre vos efforts, et sensibiliser votre entourage.

